

Quels sont les liens qui unissent la production agricole et la sécurité alimentaire ?

Aujourd'hui, le monde compte assez de nourriture pour nourrir l'intégralité de la population mondiale. Pourtant, 850 millions de personnes sont encore touchées par l'insécurité alimentaire. Réaliser la sécurité alimentaire requiert que les denrées soient disponibles, accessibles et utilisées de manière adéquate. L'agriculture joue un rôle clé de fourniture (1) des disponibilités alimentaires à l'échelon mondial (ainsi qu'aux niveaux national et régional dans certains pays à vocation agricole), (2) d'une importante source de revenus pour acheter des denrées, et (3) de produits alimentaires à valeur nutritionnelle élevée.

Le concept de sécurité alimentaire est apparu au milieu des années 1970, lorsque une augmentation rapide des prix a provoqué une crise alimentaire mondiale. L'attention s'est d'abord portée sur les disponibilités alimentaires, avant de se déplacer rapidement vers l'accès aux denrées et leur utilisation – et, plus récemment, au droit humain à une alimentation adéquate. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui a été ratifié par 153 pays, oblige ces Etats à satisfaire progressivement au droit à la nourriture.

La définition communément acceptée de la sécurité alimentaire est la suivante :

Capacité de tout temps de fournir à toute personne un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, saine et nutritive afin de satisfaire ses besoins et préférences alimentaires pour une vie active et saine.¹

Les personnes souffrant d'une insécurité alimentaire chronique ne reçoivent jamais à manger en suffisance. Celles touchées par l'insécurité alimentaire saisonnière tombent sous les niveaux de consommation adéquats durant la basse saison. Enfin, les populations souffrant d'une insécurité alimentaire transitoire tombent sous le seuil de consommation alimentaire par suite de chocs économiques ou naturels, tels que la sécheresse, avec, parfois, des conséquences à long terme.

Les investissements dans l'agriculture sont importants pour augmenter la sécurité alimentaire. Les canaux sont complexes et multiples. L'accroissement de la productivité augmente les revenus ruraux et diminue les prix alimentaires, rendant les denrées plus accessibles aux pauvres. D'autres investissements, comme la modernisation des systèmes d'irrigation et les cultures tolérantes à la sécheresse, réduisent la variabilité des prix et des revenus grâce à l'atténuation de l'impact des sécheresses. Les gains en productivité sont la clé de la sécurité alimentaire dans les pays en pénurie de devises ou à l'infrastructure limitée pour l'impor-

tation de denrées. Il en va de même pour les ménages qui ont un accès restreint aux marchés alimentaires. Les cultures améliorées sur le plan nutritionnel donnent accès à de meilleurs régimes, en particulier par le biais de la biofortification, qui améliore la teneur en éléments nutritifs des cultures. La contribution que fait l'agriculture à la sécurité alimentaire doit être complétée par des programmes à moyen terme visant à augmenter les revenus des pauvres, ainsi que par des assurances et des filets de rattrapage, dont l'aide alimentaire, afin de protéger les pauvres des catégories transitoire et chronique (chapitre 9).

Sécurité pour le monde, insécurité pour les ménages

Le monde connaît généralement la sécurité alimentaire du fait qu'il produit assez de nourriture pour satisfaire les besoins alimentaires de sa population totale actuelle – bien que la sécurité alimentaire future ne doive pas être considérée comme acquise, du fait d'incertitudes liées aux pénuries croissantes en ressources naturelles et aux changements climatiques (chapitre 2).

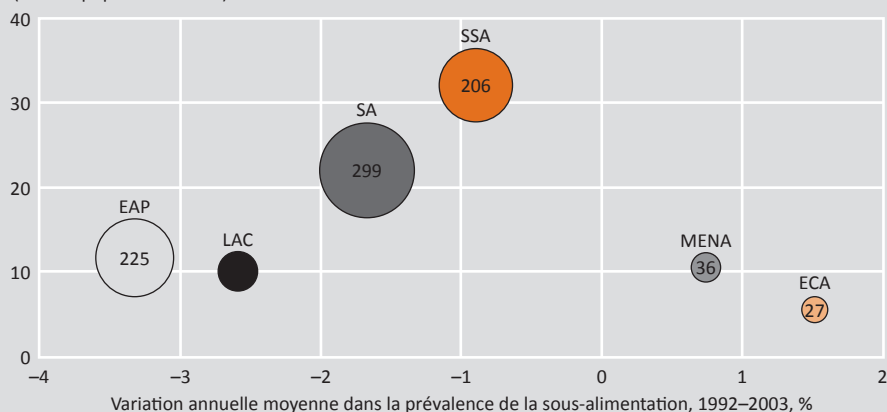
Pourtant, 850 millions de personnes restent dénutries.² A cet égard, le premier objectif du millénaire pour le développement inclut la réduction de moitié de la faim telle que définie par la mesure de la sous-alimentation fournie par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).³

C'est en Afrique subsaharienne, où une personne sur trois souffre de faim chronique, que l'incidence de la malnutrition est la plus forte (figure C.1). Le plus grand nombre de personnes malnutries se trouvent en Asie du Sud (299 millions) et de l'Est (225 millions).

L'Asie de l'Est a réduit de plus de 3 % par an la prévalence de la malnutrition au cours des dix dernières années, la réduction annuelle en Asie du Sud étant de 1,7 %. Cependant, l'incapacité à réduire le nombre absolu de personnes sous-alimentées demeure un sujet de préoccupation. Dans les années 1970, 37 millions de personnes ont quitté les rangs des personnes malnutries, contre 100 millions dans les années 1980 et seulement 3 millions dans les années 1990.

Figure C.1 La sous-alimentation est la plus forte en Afrique subsaharienne

Prévalence de la sous-alimentation, 2003
(% de la population totale)



Sources : <http://faostat.fao.org> ; FAO, 2006c.

Note : la taille des bulles représente le nombre de millions de personnes sous-alimentées. EAP—Asie de l'Est & Pacifique, LAC—Amérique latine & Caraïbes, SA—Asie du Sud, SSA—Afrique subsaharienne, MENA—Moyen Orient et Afrique du Nord, ECA—Europe & Asie centrale.

Quelle est la cause l'insécurité alimentaire dont souffrent ces millions d'individus ? La sécurité alimentaire dépend de disponibilités adéquates et stables de nourriture, de l'accès à une nourriture adéquate et appropriée, ainsi que d'un bon usage et de la bonne santé permettant de s'assurer que les consommateurs individuels bénéficient des avantages nutritionnels de cette alimentation disponible et accessible. La disponibilité est nécessaire. La disponibilité est nécessaire mais insuffisante pour assurer l'accès, qui est également nécessaire mais insuffisant pour assurer une utilisation efficace.

La disponibilité alimentaire : produire en suffisance pour nourrir tout le monde

Les augmentations de prix qui ont causé la crise alimentaire mondiale du milieu des années 1970 ont été exacerbées par les faibles réserves de devises, ce qui a eu pour effet de limiter les importations de denrées par les pays en déficit vivrier. Ces hausses de prix ont obligé certains pays à rechercher l'autosuffisance alimentaire dans leur seule production intérieure. Aujourd'hui toutefois, avec des marchés internationaux plus ancrés, des prix réels inférieurs et davantage de pays disposant de taux d'échange convertibles, le commerce peut stabiliser la disponibilité alimentaire dans la plupart des pays (chapitre 5). En outre, la majorité des pays ont diversifié leur base d'exportation, augmentant ainsi leur capacité à importer.

Toutefois, la disponibilité alimentaire demeure préoccupante dans certains pays à vocation agricole. La production intérieure par habitant de denrées alimentaires de base est en déclin dans nombre d'entre eux.⁴ Le Burundi, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Nigeria, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie affichent tous des taux de croissance annuels par habitant négatifs pour les denrées alimentaires de consommation courante, de -1,0 à -1,7 % entre 1995 et 2004. En outre, dans de nombreux pays à vocation agricole, la production des denrées de base est largement pluviale et est sujette à d'importantes fluctuations dues à la variabilité climatique. Au Soudan, par exemple, le coefficient de variation de la production intérieure de denrées de base est de 25 %. Cela signifie un manque à gagner d'au moins 25 % de la production moyenne tous les six ans. De nombreux autres pays présentent des coefficients similairement élevés : 18 % pour le Niger et le Malawi, 15 % pour le

Rwanda, et plus de 10 % pour le Burkina Faso, le Tchad, le Kenya, l'Ouganda et le Yémen.

De toute évidence, la stagnation ou la baisse de la production intérieure et les fluctuations importantes posent un problème potentiel de disponibilité alimentaire au niveau national. Peut-on remédier à ce problème par les importations ? Pour de nombreux pays, la réponse est oui. Dans d'autres, toutefois, les denrées les plus consommées ont un faible degré d'échangeabilité et sont d'ailleurs très peu échangées au niveau international (chapitre 1). La mauvaise qualité de l'infrastructure impose des coûts élevés pour faire parvenir les denrées dans les zones isolées, même lorsque la capitale et les villes côtières sont bien desservies par les marchés internationaux.

Au-delà des questions d'échangeabilité – dans un contexte d'infrastructure adéquate et de denrées échangeables au niveau international –, la faible disponibilité de devises limite souvent la capacité à importer. Prenons le cas de l'Éthiopie, qui importait en moyenne 8 % de sa consommation de denrées alimentaires de base (abstraction faite de l'aide alimentaire) pour maintenir les niveaux courants. Un manque à gagner de 9 %, dans la production, ne pourrait être compensé que par un doublement des importations. Mais en l'absence d'aide alimentaire, l'Éthiopie dépenserait déjà 16 % de ses recettes en devises en importation de denrées, ce qui laisserait une faible marge de manœuvre pour l'augmentation nécessaire des importations.

Presque tous les pays à vocation agricole sont des importateurs nets de denrées alimentaires de consommation courante, ayant importé en moyenne 14 % de leur consommation totale sur les 10 dernières années, certains atteignant même des niveaux de dépendance de plus de 40 %, comme la Guinée-Bissau, Haïti et le Yémen. Avec de tels niveaux de dépendance et des importations de denrées représentant souvent plus de 20 % des réserves de devises disponibles, les fluctuations des prix mondiaux exercent une pression supplémentaire sur la capacité d'importation et, partant, sur les disponibilités alimentaires nationales. La variabilité des prix mondiaux reste élevée, avec un coefficient d'environ 20 %.

A cause de la faible élasticité-prix de la demande de denrées alimentaires de consommation courante et l'étroitesse des marchés, les problèmes de disponibilité alimentaire dus à la faiblesse de la production

intérieure et aux manques d'importations se traduisent par de grands pics dans les prix nationaux et les réductions des revenus réels des consommateurs pauvres, dont beaucoup sont des fermiers. Même dans les pays qui s'engagent dans le commerce, les coûts de transport et de commercialisation créent un large fossé dans la parité importation-exportation, dans lequel les prix intérieurs peuvent fluctuer sans déclencher les échanges. La variabilité des prix, qui est déjà élevée même dans les capitales, où la majorité des marchés sont libéralisés, est exacerbée dans l'intérieur du pays et les régions plus éloignées.

L'accès à la nourriture : avoir à manger en suffisance

Pour la plupart des malnutris, le manque d'accès à la nourriture est un problème plus conséquent que la disponibilité des denrées. Comme le souligne le lauréat du Prix Nobel d'économie Amartya Sen, la famine vient de la difficulté de certains d'avoir assez à manger et non un problème de disponibilité suffisante de nourriture.⁵ L'ironie du sort veut que la plupart des populations souffrant d'insécurité alimentaire vivent dans les zones rurales où la nourriture est produite. Néanmoins, ces gens sont davantage des acheteurs nets de nourriture que des vendeurs (chapitre 4). La pauvreté entrave leur accès à la nourriture sur le marché. Selon la Task force spéciale des Nations Unies sur la faim, environ la moitié des personnes souffrant de la faim sont des petits paysans, un cinquième sont sans terre et un dixième sont des agropastoralistes, des pêcheurs et des utilisateurs de la forêt, le cinquième restant vivant dans les zones urbaines.⁶ *Aujourd'hui, la capacité de l'agriculture à générer un revenu pour les pauvres est plus importante pour la sécurité alimentaire que sa capacité à augmenter les disponibilités alimentaires locales.* Les femmes, plus que les hommes, dépensent leurs revenus en nourriture. Au Guatemala, les montants consacrés à l'alimentation par les ménages dont les revenus, provenant des exportations agricoles non traditionnelles, étaient contrôlés par des femmes était équivalent au double de ceux dépensés par les ménages dont les revenus étaient contrôlés par des hommes.⁷

L'Inde est passée d'une situation de déficit vivrier à une situation d'excédents alimentaires, ce qui a permis de réduire significativement la pauvreté et d'atteindre un revenu par habitant supérieur à ceux de la majorité des pays d'Afrique subsaharienne.

Néanmoins, l'Inde compte toujours 210 millions de malnutris et 39 % du total mondial d'enfants en insuffisance pondérale.⁸ Le Bangladesh, l'Inde et le Népal occupent trois des quatre premières places dans le classement mondial des pays comptant le plus d'enfants dont le poids est inférieur à la norme. L'Éthiopie est le quatrième de ces pays, avec la même incidence d'enfants en insuffisance pondérale que l'Inde. Nombreux sont ceux qui pensent que le statut inférieur de la femme en Asie du Sud a, dans une certaine mesure, neutralisé les bénéfices obtenus en termes de sécurité alimentaire grâce à la réduction de la pauvreté par l'agriculture.

L'utilisation des denrées alimentaires : mettre un terme à la faim insoupçonnée

C'est l'usage qui est fait des denrées qui convertit la sécurité alimentaire en sécurité nutritionnelle. La malnutrition a des conséquences économiques significatives, provoquant des pertes estimées de productivité individuelle équivalant à 10 % des gains d'une vie entière et des per-

tes en produit intérieur brut (PIB) de 2 à 3 % dans les pays les plus touchés.⁹ Mais la malnutrition n'est pas strictement une conséquence de l'accès limité aux calories. La nourriture ne doit pas seulement être disponible et accessible mais doit aussi présenter une qualité et une diversité adéquates (en termes de densité énergétique et de micronutriments), être préparée de manière sûre et être consommée par un corps sain, la maladie affectant la capacité du corps à convertir la consommation alimentaire en nutrition adéquate.

Le manque de variété alimentaire et un régime de mauvaise qualité entraînent une carence en micronutriments, ou faim insoupçonnée,¹⁰ même lorsque les apports énergétiques sont suffisants. La faim insoupçonnée peut causer la maladie, la cécité et la mort prématurée, et altérer le développement cognitif des survivants. Dans les 12 prochains mois, la malnutrition tuera 1 million d'enfants de moins de cinq ans.¹¹ Les carences en fer chez les ouvrières agricoles de Sierra Leone coûteront 100 millions de dollars à l'économie dans les cinq prochaines années.¹²

Bien que l'accroissement de la production de produits horticoles et de l'élevage ait constitué la voie d'accès principale de l'agriculture vers un régime alimentaire amélioré, celle-ci offre à présent un moyen supplémentaire d'aborder le problème de la faim insoupçonnée. En effet, la biofortification est en train de renforcer les variétés de cultures vivrières de base et d'améliorer la qualité des régimes par des niveaux de vitamines et de minéraux plus élevés à travers l'amélioration génétique conventionnelle des cultures et la biotechnologie

Dans le futur, l'agriculture continuera à jouer un rôle central dans la lutte contre le problème de l'insécurité alimentaire. Elle peut maintenir et améliorer la production mondiale de nourriture et assurer ainsi la disponibilité alimentaire. Il peut s'agir du meilleur moyen de générer des revenus pour les pauvres et, partant, de sécuriser leur accès à la nourriture. Et par le biais de variétés de cultures nouvelles et améliorées, elle peut améliorer la qualité et la variété des régimes et renforcer le lien entre la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle.